

## ADMINISTRATION

### AUTORITÉS ADMINISTRATIVES INDÉPENDANTES ET ÉTABLISSEMENTS SOUS TUTELLE

CNAF  
Caisse nationale des allocations familiales

#### Décision du 10 mai 2014 portant délégation de signature de la Caisse nationale des allocations familiales

NOR : AFSX1430344S

Le directeur général de la Caisse nationale des allocations familiales,  
Vu le code de l'action sociale et des familles ;  
Vu le code rural, et notamment son article L. 732-1 ;  
Vu le code de la sécurité sociale, et notamment ses articles L. 217-3, L. 223-1 et suivants, L. 224-1 et suivants, R. 223-1, R. 224-1 et suivants (en particulier l'article R. 224-7), R. 226-1 et suivants ;  
Vu le code du travail, et notamment ses articles L. 2315-8, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2325-1 et L. 4614-1 ;  
Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;  
Vu le décret du 5 septembre 2013 portant nomination de M. Daniel LENOIR en qualité de directeur de la Caisse nationale des allocations familiales (JO du 6 septembre 2013) ;  
Vu la circulaire du ministère délégué à la sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille du 28 octobre 2005 relative à la publication des décisions ;  
Vu l'instruction codificatrice M9-1 en date du 1<sup>er</sup> février 1996 relative à la réglementation financière et comptable des établissements publics nationaux à caractère administratif ;  
Vu le règlement en date du 18 mars 2014 qui fixe l'organisation et le fonctionnement de la Caisse nationale des allocations familiales,

Décide :

#### Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée à M. Daniel BUCHET, sous-directeur responsable du département maîtrise des risques, lutte contre la fraude et pilotage des outils contentieux à la direction du réseau, pour signer, dans le cadre de la gestion de l'établissement public et pour son personnel, les pièces suivantes :

- la correspondance courante du département maîtrise des risques, lutte contre la fraude et pilotage des outils contentieux ;
- les demandes d'achat de biens ou de services adressées au pôle gestion de la commande publique ;
- les validations du service fait ou la réception des biens pour les biens et services livrés ;
- les validations des états de frais du personnel ;
- les ordres de mission du personnel en métropole pour le département.

#### Article 2

La délégation de signature du 10 mars 2014 est abrogée.

#### Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel santé, protection sociale, solidarité* ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris.

Fait le 10 mai 2014.

*Le directeur général,*  
D. LENOIR

*Le sous-directeur,*  
*responsable du département*  
*maîtrise des risques, lutte contre la fraude*  
*et pilotage des outils contentieux,*  
D. BUCHET